

BILLET DE BLOG 28 juillet 2015

Villes et territoires : quels engagements et propositions six mois avant la COP21 ?

Auteur

Mathieu Saujot

Directeur, Modes de vie en transition

 Temps de lecture: 3 min

Les villes et territoires, ainsi que leurs réseaux, se sont réunies à Lyon les 1^{er} et 2 juillet à l'occasion du World Summit Climate & Territories. Ce sommet s'est inscrit dans la filiation des appels et déclarations des villes et de leurs représentants qui se sont multipliés ces dernières années, chaque évènement apportant son lot d'expériences de politiques climatiques réussies et d'engagements à réduire les émissions à différents horizons. Dans ce contexte, que retenir de ce sommet ? Cette rencontre a su mobiliser au plus haut niveau et d'abord à celui de l'Etat français avec la présence de François Hollande pendant une partie des travaux et l'intervention vidéo de Laurent Fabius à sa clôture. Tous deux ont exprimé à quel point l'engagement des territoires est attendu ; il ne s'agit plus seulement pour eux d'un atout dans la recherche d'un accord mais bien d'une obligation. Reste à savoir si les territoires et leurs réseaux sauront répondre à l'appel du

président de la République à prendre toute leur part dans les négociations. D'abord, sauront-ils se rassembler ? Ce n'est pas certain. Si neuf organisations ont pour la première fois signé une déclaration commune rappelant l'intérêt de l'approche territoriale de l'action climatique et réaffirmant leur engagement à agir, le tableau d'ensemble reste celui d'une constellation de réseaux et d'acteurs, certes unis lors de ce sommet, mais où chacun conserve ses spécificités et sa vision. Ensuite, sauront-ils rendre crédibles leurs engagements, et par-là le futur engagement de leurs Etats ? Au-delà des déclarations, les acteurs locaux doivent rendre transparents leurs actions et engagements sur les plateformes existantes d'ici à Paris, notamment la plateforme Non-State Actor Zone for Climate Action mise en place par l'ONU pour comptabiliser les engagements des acteurs non-étatiques, ou la plateforme Carbon Climate Registry. Il s'agit d'une demande précise de Laurent Fabius. Les évolutions des prochains mois seront à observer, mais on peut d'ores et déjà noter qu'évaluation et comptabilisation constituent des préconisations de la déclaration finale, et non un engagement. Notons également que l'existence de différentes plateformes rend difficile l'agrégation d'engagements, d'autant que ceux-ci sont divers (il existe plusieurs manières de comptabiliser les réductions). Reste donc à s'attaquer aux enjeux concrets de clarification et de transparence, afin que la somme des engagements des villes ait une réelle portée d'ici la COP21. Enfin, les villes et territoires sauront-ils produire des engagements et des propositions précises pour nourrir la négociation ? Organisé par sujet, le travail en atelier visait à organiser la formalisation de messages-phare. Il a donné lieu à des échanges très semblables au processus de négociation : amendement de recommandations, recherche de consensus, etc. Cette démarche témoigne d'une évolution intéressante des acteurs locaux vers une plus grande structuration du processus collectif mais n'a pas toujours été suffisante pour construire un consensus porteur d'un message politique réellement signifiant. Sans doute reste-t-il du travail pour faire converger les visions et propositions, et parvenir à porter celles-ci dans les débats politiques en amont de la COP21. Indéniablement, ce sommet a constitué une étape positive dans le processus qui mène à la COP21, mais il reste à transformer l'essai. Un point de départ plutôt qu'un aboutissement, c'est le message qu'a porté son principal artisan, Ronan Dantec, sénateur de Loire-Atlantique, au moment de conclure.